Présidée par M. Audigier, cette association loi 1901, créée en 1949 par un groupe d'éducateurs membres pour la plupart de l'enseignement public, a pour objectif de mettre en place, de développer et de réunir des organisations laïques qui assurent l'éducation ou la rééducation d'enfants, d'adolescents, de jeunes adultes en vue de leur insertion sociale. Au départ il s'agissait surtout de venir en aide aux cas sociaux, mais, au fil des années, l'action de l'ANCE s'est diversifiée. Elle se préoccupe aussi aujourd'hui de l'avenir des jeunes handicapés : « Vos principes, sont les nôtres : promouvoir l'égalisation des chances, lutter contre les inégalités et les prévenir, mener une action solidaire... En venant parmi vous, je me sens chez moi. Mais, de l'assistance à la solidarité, c'est, comme vous venez de le rappeler, le pas qu'il faut définitivement franchir. Je vous invite à le faire ensemble » a déclaré Mme Questiaux en rappelant que sa démarche, comme celle du gouvernement repose sur deux axes principaux : prévenir l'inadaptation, lutter contre l'exclusion de ceux qui sont regardés comme différents ; « Sur ces principes, je le sais, vous êtes en accord avec moi. Mais, j'ai senti votre inquiétude à l'égard des modalités de leur mise en oeuvre... ».

« Pas de querelles d'école... le bon sens »

Alors le ministre s'est proposé d'apporter les éclaircissements demandés :

En ce qui concerne l'aide sociale à l'enfance, Mme Questiaux a d'abord rassuré son auditoire, quant à la signification de la petite

phrase qui recommandait dans sa circulaire du 23 janvier 1981, à l'aide sociale de « maintenir à tout prix l'enfant dans sa famille ». Tout prix ne voulait pas dire n'importe quel prix : « Pas de modes, pas de querelles d'école... Le bon sens ». Il s'agissait d'inviter à trouver pour chaque situation la réponse la mieux adaptée, à évaluer de façon pluridisciplinaire et à réévaluer régulièrement les orientations prises par une famille et ses enfants : « Cette circulaire, se voulait réaction contre une politique de placement systématique d'une autre époque ». Dans cette perspective, le placement devient une réponse possible parmi d'autres. De la même façon, il ne peut y avoir de choix tranché entre famille d'accueil ou internat puisque l'objectif est de parvenir à une gamme diversifiée de formules.

Trois orientations majeures vont être prises avec le secrétariat d'Etat chargé de la famille :

— Tous les établissements publics ou privés doivent trouver dans un proche avenir, s'ils ne l'ont pas encore, une taille humaine. Les 27 grands établissements publics vont être reconvertis, les associations et collectivités locales sont invitées à faire de même... Elles seront aidées par l'Etat dans cet effort de chaleur et de convivialité.

— Des mesures sont envisagées pour la formation des familles d'accueil.

— Les « lieux de vie » auront bientôt un cadre juridique afin de sortir des incertitudes administratives et financières. Les DDASS seront invitées à reconnaître la place qui leur revient d'autant que de telles initiatives devront être suscitées en milieu urbain et au Nord de la Loire.

« Pour les 16-18 ans, il faut inventer des réponses... cet été, des groupes de prévention vont déjà être présents dans les villes, afin d'éviter les querelles entre les jeunes et le voisinage... ».

« La citoyenneté des personnes handicapées »

« Nommée ministre, mon premier souci a été d'affirmer la citoyenneté des personnes handicapées, grands oubliés des politiques sociales » a déclaré Mme Questiaux avant de préciser les trois volets de la méthode d'action qu'elle a définie à leur intention :

— Le gouvernement a d'abord réglé des urgences : l'allocation des adultes handicapés a été portée à 70 % du SMIC et les effectifs des COTOREP augmentés de 10 %. D'autre part, des améliorations fiscales, l'assouplissement des règles d'attribution de l'allocation d'éducation spéciale complètent les interventions déjà effectuées :

« Par ailleurs, le gouvernement a affirmé une priorité pour les personnes handicapées. Tel est le sens du programme présenté dans le plan intérimaire de 1982-1983 ».

— Dans le même temps, le gouvernement a voulu « y voir clair ». Il a demandé des rapports établissant un bilan de la situation actuelle des personnes handicapées.

Ils seront rendus publics :

« Dans le domaine de l'appareillage, a-t-elle souligné, la situation est effectivement intolérable » en promettant des améliorations.

— Le temps d'une action en profondeur est venu, a ajouté le ministre en développant les aspects suivants : l'effort de prévention, le dépistage des handicaps dans les centres d'action médico-sociale précoce, mais aussi dans les crèches comme à l'école, la véritable politique d'intégration qui vient d'être engagée : « l'intégration scolaire ne pourra se faire que progressivement en levant les verrous artificiels qui la freinent. Mais sans aveuglement, sans illusions sur les limites et moins encore esprit de système... ».

Un dispositif de soutien pédagogique et thérapeutique va être mis en place à cet effet.

Dernier aspect de cette action en profondeur la politique de maintien en milieu ordinaire : « Elle commence à prendre l'essor qu'elle mérite, 250 emplois d'auxiliaires de vie ont été créés en 1981, 500 le seront en 1982. Mais il reste un long chemin à parcourir pour en finir avec un vocabulaire qui exprime une situation en termes de déficiences, avec une évaluation souvent grossière et standardisée de situations diverses... ».

Et, Mme Questiaux a conclu son allocution en réaffirmant la nécessité d'une autre politique de la protection de l'enfance comme en direction des personnes handicapées. Mais, pour trouver les moyens nouveaux, les solutions imaginatives et dynamiques qui assureront cette égalisation des chances que chacun souhaite, il faut commencer par « lancer un regard neuf » sur les jeunes concernés... et accepter de faire les efforts nécessaires ». Surtout celui d'ouvrir son portefeuille.

C. R.